



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 JUIN 1909.

QUEBEC, SATURDAY, 26th JUNE, 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1957

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1958

Nominations

Appointments

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Appointment of school commissioners.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1909, de nommer M. Joseph Racine, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Faustin, dans le comté de Terrebonne, en remplacement de M. Joseph Boivin. 2763

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1909, to appoint Mr. Joseph Racine, a school commissioner for the school municipality of Saint Faustin, in the county of Terrebonne, to replace Mr. Joseph Boivin. 2764

No 1087 Elec.

No. 1087 Elect.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Nomination d'un commissaire.

Appointment of a commissioner.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1909, de nommer M. William Power, de la cité de Québec, comme membre de la commission scolaire catholique de la cité de Québec. Son terme d'office devant expirer le 30 juin courant, 1909. 2765

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1909, to reappoint Mr. William Power, of the city of Québec, as a member of the catholic school commission of the city of Québec. His term of office to expire the 30th June instant, 1909. 2766

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 1er juin 1909, de nommer MM. Eugène Mackay, médecin, de Papineauville, Joseph T. Damien Fontaine, médecin, de Maniwaki, et Howard Frederick Lyster, médecin, de la cité de Hull, coroner conjoint pour le district d'Ottawa. 2767

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 21 juin courant 1909, de nommer M. l'abbé Thomas Gelly, syndic d'écoles pour la municipalité scolaire de Leeds, dans le comté de Mégantic, en remplacement de M. Joseph Dodier, qui a quitté la municipalité. 2807

No 1088 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 juin courant, 1909, de nommer le Révérend Wylie C. Clark, de la cité de Québec, membre de la commission scolaire protestante de la cité de Québec, en remplacement de M. Peter Johnson, dont le terme d'office est expiré. 2809

Québec, 23 juin 1909.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer conseil en loi du Roi, par commission sous le grand sceau de la province, M. Joseph Arthur Calixte Ethier, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne. 2805

Proclamations

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

▲ Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aisance et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st June, 1909, to appoint Messrs. Eugène Mackay, physician, of Papineauville, Joseph T. Damien Fontaine, physician, of Maniwaki, and Howard Frederick Lyster, physician, of the city of Hull, joint coroner, for the district of Ottawa. 2768

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June, 1909, to appoint Mr. the abbé Thomas Gelly, a school trustee for the school municipality of Leeds, in the county of Mégantic, to replace Mr. Joseph Dodier, who has left the municipality. 2808

No. 1088 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st instant, 1909, to appoint the Reverend Wylie C. Clark, of the city of Québec, a member of the protestant school commission of the city of Québec, to replace Mr. Peter Johnson, whose term of office has expired. 2810

Québec, 23rd June, 1909.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Council, by commission under the great seal of the province, Mr. Joseph Arthur Calixte Ethier of Sainte Scholastique, county of Two-Mountains, district of Terrebonne. 2806

Proclamations

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of AUGUST

Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Canada.
Province of }
Québec. }

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT .

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général } M. L. N. Asselin, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat, constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie du canton Lepage, dans le comté de Matane, dans le dit diocèse catholique romain de Rimouski, qu'ils croient le plus convenable de détacher du dit canton Lepage, et d'annexer à la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre, dans le comté de Matane, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout ce territoire comprenant les lots Nos 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74 du premier rang du canton Lepage, et les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 du rang A du même canton, devant être annexé à la paroisse de Saint Benoit Joseph Labre, comté de Matane.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie du dit canton Lepage ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée du dit canton Lepage, et annexée à la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse du dit canton Lepage ci-dessus décrite, sera détachée du dit canton Lepage, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre.

next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2812

Canada,
Province of }
Québec. }

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. — GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS Mr.
Assistant Attorney General. } L. N. Asselin, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries that certain part of the township Lepage, in the county of Matane, in the said Roman Catholic Diocese of Rimouski, which they think most expedient to be detached from the said township Lepage, and to be annexed to the parish of Saint Benoit Joseph Labre, in the county of Matane, in the Diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory comprising the lots Nos. 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74 of the first range of the township Lepage, and the lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 of the range A of the same township, to be annexed to the parish of Saint Benoit Joseph Labre, county of Matane.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the said township Lepage hereinbefore described, to be and remain detached from the said township Lepage, and to be and remain annexed to the parish of Saint Benoit Joseph Labre.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the said township Lepage above described, to be detached from the said township Lepage, and to be and remain annexed to the said parish of Saint Benoit Joseph Labre.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie du dit canton Lepage fera partie de la dite paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne,

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2775

Canada, Province de Québec. }
(L. S.) } C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTENDU que
Assistant Procureur Général. } A M. C. N. Hamel, secrétaires des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Sylvestre, et d'annexer à la paroisse de Saint-Patrice, dans le comté de Lotbinière, dans le dit diocèse susdit, comme suit, avoir :

Tout ce territoire situé dans les concessions est et ouest du chemin Craig, et dans la concession Saint-André, comprenant : les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, depuis y compris le No 116 jusqu'au No 124 inclusivement, depuis y compris le No 218 jusqu'au No 229 inclusivement, et les lots 245 et 246, devant être détachés de la paroisse de Saint-Sylvestre pour être annexés à la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, dans le dit comté de Lotbinière.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Sylvestre, ci-dessus décrites,

And We do hereby, constitute the said part of the said township Lepage to be hereafter part of the said parish of Saint Benoit Joseph Labre for all the civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SIXTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2776

Canada, Province of Québec. }
(L. S.) } C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS C. N.
Assistant Attorney General. } W HAMEL, esq., secretary duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Sylvestre, in the county of Lotbinière, in the said Roman Catholic diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Sylvestre, and to be annexed to the parish of Saint Patrick, in the county of Lotbinière, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory situate in the eastern and western concessions of Craig's road, and in the Saint Andrew concession, comprising : the lots of the official cadastre of the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, from and including the No. 116 to No. 124 inclusively, from and including the No. 218 to No. 229 inclusively, and the lots 245 and 246, to be detached from the parish of Saint Sylvestre for to be annexed to the parish of Saint Patrick de Beauvillage, in the said county of Lotbinière.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of that part of [the parish of

qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Sylvestre, et annexée à la paroisse de Saint-Patrice.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Sylvestre ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-Sylvestre et sera et demeurera annexée à dite paroisse de Saint-Patrice.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Sylvestre fera partie de la dite paroisse de Saint-Patrice, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2773

Saint Sylvestre, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Sylvestre, and to be and remain annexed to the parish of Saint Patrick

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Sylvestre above described, to be detached from the said parish of Saint Sylvestre and to be and remain annexed to the said parish of Saint Patrick.

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Saint Sylvestre to be hereafter part of the said parish of Saint Patrick, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By command.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2774

Avis du Gouvernement

Québec, 22 juin 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, résolutions ou règlements faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2769

No 1007.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste de Forsyth, dans le comté de Beauce, les lots ayant les Nos 1 et suivants jusqu'à 20 inclusivement des 1er, 2e et 3e rangs du canton de Dorset, dans le dit comté, et les lots 1 et suivants jusqu'à 28 inclusivement des 4e, 5e, 6e, 7e et 8e rangs du dit canton, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Martin-de-Jersey, dans le même comté.

2757

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 19 juin 1909, d'autoriser, en faveur de J. Philippe Lamarche, écuyer, notaire public, résidant et prati-

Government Notices

Quebec, 22nd June, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the south part of the parish of Saint Bernard, county of Saint Hyacinthe, for authorization to publish in the french language only, any notice, resolutions or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2770

No 1007.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June, 1909, to detach from the school municipality of Saint Evariste de Forsyth, in the county of Beauce, the lots bearing the Nos. 1 and following to 20 inclusively of the 1st, 2nd and 3rd ranges of Dorset township, in the said county, and the lots 1 and following to 28 inclusively of the 4th, 5th, 6th, 7th and 8th ranges of said township, and to annex such territory to the school municipality of Saint Martin de Jersey, in the same county.

2758

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of June, 1909, to authorize in favor of J. Philippe Lamarche, esquire, notary public, residing

quant en la cité de Montréal, district de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Valmore Lamarche, en son vivant notaire public, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, district sud-est, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 21 juin 1909.

2753

No 1435.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1909, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jean Berchmans, la paroisse de ce nom, située dans le comté d'Hoche-laga, bornée au sud-est par le chemin de fer "Le Pacifique Canadien", au nord-est par le centre de l'avenue Delorimier, au sud-ouest partie par le centre de la rue Garnier, et partie par la ligne qui passe entre les numéros deux et quatre et les numéros 331 et 332 du cadastre officiel de la Côte Saint-Louis du Mile-End, et au nord-ouest par les limites de la paroisse du Sault-au-Récollet.

2759

No 365.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1909, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Euphémie, le territoire dont suit la description, situé partie dans le comté de Bellechasse et partie dans celui de Montmagny, savoir :

1° Le premier rang du canton de Montminy, à détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul de Montminy ;

2° Les six premiers lots du rang est de la rivière du Pin, dans le canton Mailloux, à détacher de la municipalité scolaire de Saint-Philémon ;

3° Les lots ayant les numéros 31, 32, 33, 34 et 35 du deuxième rang sud-est, ceux ayant les numéros 31 et suivants, jusqu'à 43 du premier rang sud-est et les douze lots du rang est de la rivière du Pin, dans le canton d'Armagh, à détacher de la municipalité scolaire d'Armagh ;

4° Les lots ayant les numéros 1 jusqu'à 30 inclusivement des premier et deuxième rangs sud-est, ceux ayant les numéros 1 jusqu'à 17 inclusivement du premier rang nord-ouest et du deuxième rang nord-ouest, ceux ayant les numéros 1 et suivants, jusqu'à 29 inclusivement des rangs 3, 4 et 5 du canton d'Armagh, partie annexée au canton Montminy, à détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame du Rosaire.

2761

No 1550.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Annexion de la paroisse de Saint-Arsène à Parc Amherst.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 21 juin courant, 1909, d'annexer à la municipalité scolaire de Parc Amherst, dans le comté d'Hoche-laga, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, le numéro 485 et partie du lot 489 ; partie des lots ayant au cadastre officiel du village de la Côte Saint-Louis, numéros 4, 5, 7 et 8 et partie du lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent le numéro 2629. Ces lots et parties de lots, forment, avec la municipalité du parc Amherst, la nouvelle paroisse de Saint-Arsène,

and practising in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Valmore Lamarche, in his lifetime notary public, residing and practising in the city of Montreal, aforesaid district, in conformity with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1909.

2754

No. 1435.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of a new school municipality

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1909, to erect into a separate school municipality under the name of Saint Jean Berchmans, the parish of such name, situated in the county of Hoche-laga, bounded on the south east by the Canadian Pacific Railway, on the north east by the centre of Delorimier avenue, on the south west partly by the centre of Garnier street and partly by the line which passes between the numbers two and four and the numbers 331 and 332 of the official cadastre of Côte Saint Louis du Mile End, and on the north west by the boundaries of the parish of Sault-au-Récollet.

2760

No. 365.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1909, to erect into a separate school municipality, under the name of Sainte Euphémie, the territory described as under, situated partly in the county of Bellechasse and partly in that of Montmagny, to wit :

1. The first range of the township of Montminy, to be detached from the school municipality of Saint Paul de Montminy ;

2. The six first lots of the east range of the river du Pin, in the township of Mailloux, to be detached from the school municipality of Saint Philémon.

3. The lots bearing the numbers 31, 32, 33, 34 and 35, of the second south east range, those bearing the numbers 31 and following to 43, of the first south east range, and the twelve lots of the east range of the river du Pin, in the township of Armagh, to be detached from the school municipality of Armagh ;

4. The lots bearing the numbers 1 to 30 inclusively, of the first and second south east ranges, those bearing the numbers 1 to 17 inclusively, of the first north west range and of the second north west range, those bearing the numbers 1 and following to 29 inclusively, of the ranges 3, 4 and 5 of the township of Armagh, partly annexed to the township Montminy, to be detached from the school municipality of Notre-Dame du Rosaire.

2762

No 1550.08.

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Annexation of the parish of Saint Arsene to Amherst Park.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June instant, 1909, to annex to the school municipality of Amherst Park, in the county of Hoche-laga, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, the number 485 and part of the lot number 489 ; part of the lots bearing on the official cadastre of the village of Côte Saint-Louis, the numbers 4, 5, 7 and 8, and part of the lot bearing on the official cadastre of the parish of Saint Laurent the number 2629. Such lots and parts of lots form with the school municipality of

érigée par décret de Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, le 11 avril 1908.

2799

No 700.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 juin courant, 1909, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom d'Issoudun, la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur d'Issoudun, dans le comté de Lotbinière, avec les limites assignées à celle-ci, par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 4 janvier 1909

2801

No 898.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 juin courant, 1909, de détacher de la municipalité de Dundee, dans le comté de Huntingdon, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Dundee, savoir : 3, 4, 6a, 6b et 7 du 4e rang ; 3, 4, 4b, et 5 du 5e rang, et 4a et 4b du 6e rang, et de les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de Saint-Ancet No 2, dans le même comté.

2803

No 1693.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste de Forsyth, dans le comté de Beauce, les biens-fonds du septième rang du canton de Forsyth, ayant les numéros 1a, 1b, C, D, et 2a, et d'annexer ce terrain à la municipalité scolaire de Saint-Méthode d'Adstock, dans le même comté. 2797

Quebec, 22 juin 1909.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 21 juin 1909, d'autoriser, en faveur de J. Arthur Mireault, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, le transfert des minutes, répertoire et index de Joseph Eloi Archambault, notaire public, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté et district susdits, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu les notaires P. C. Piché et J. A. Ecrément, dont le dit Joseph Eloi Archambault est cessionnaire, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2771

CONCERNANT

La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada
contre le feu.

Avis est par le présent donné que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par ordre en conseil en date du 19 juin 1909, a suspendu la licence de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada contre le feu, conformément à l'article 213 de la loi des assurances de Québec.

Pour le trésorier de la province,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances P. Q.

Division des Assurances,
Département du Trésor.
Québec, 21 juin 1909.

2777

Amherst Park, the new parish of Saint Arsène, erected by decrees of Mgr Paul Bruchési, archbishop of Montreal. 2800

No. 700.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June instant, 1909, to erect into a separate school municipality, under the name of Issoudun, the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur d'Issoudun, in the county of Lotbinière, with the limits assigned to the latter by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 4th January, 1909.

2802

No. 898.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June instant, 1909, to detach from the municipality of Dundee, in the county of Huntingdon, the following lots of the cadastre of the parish of Dundee, to wit : 3, 4, 6a, 6b and 7 of the 4th range ; 3, 4, 4b and 5 of the 5th range, and 4a and 4b of the 6th range, and to annex them for school purposes, to the municipality of Saint Ancet No. 2, in the same county.

2804

No. 1693.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Evariste de Forsyth, in the county of Beauce, the lots of the seventh range of the township of Forsyth, bearing the numbers 1a, 1b, C, D and 2a, and to annex such territory to the school municipality of Saint Méthode d'Adstock, in the same county. 2798

Quebec, 22nd June, 1909.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st June, 1909, to authorize J. Arthur Mireault, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Eloi Archambault, notary public, of the parish Saint Gabriel de Brandon, county and district aforesaid, who has voluntary ceased to practise his profession, and also the minutes, repertory and index of the late notaries P. C. Piché and J. A. Ecrement, of which the said Joseph Eloi Archambault has been transferee, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary]

2772

RESPECTING

The Mutual Fire Insurance Company of Canada.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor, by order in council, dated the 19th June, 1909, has suspended the license of the Mutual Fire Insurance Company of Canada, in conformity with article 213 of the Quebec Insurance Act.

For the provincial treasurer,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of insurance P. Q.
Insurance Division,
Treasury Department.
Quebec, 21st June, 1909.

2778

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 16^e jour de juin 1909, constituant en corporation M.M. Michael John O'Brien, de la cité de Renfrew, Ont., entrepreneur, Arthur Emile Doucet, ingénieur, et John Bartlett, capitaine de vaisseau, de la cité de Québec, Andrew Buchanan Stewart, de Chester Basin, Nouvelle-Ecosse, James Guthrie Scott, de la cité de Québec, gentilhomme, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires en gros et en détail ;

Acquérir, ouvrir, développer, travailler et conduire des mines d'argent et autres, droits et privilèges de mines, chercher de nouvelles propriétés minières et acquérir par achat ou bail ou autre titre légal des mines ou terrains miniers ou propriétés minières et en disposer ;

Fondre, manufacturer et vendre les produits des dites mines et faire toutes choses qui peuvent être nécessaires et avantageuses pour l'opération de la dite compagnie ;

Faire en général les affaires de bois et acquérir, posséder et mettre en opération les propriétés forestières ou limites y ayant rapport et en disposer ;

Construire, acquérir, posséder et mettre en opération des fournaies, chemins, tramways, quais, bassins, bureaux, élévateurs, entrepôts et fournir les magasins et autres constructions et aussi des pouvoirs d'eau et à vapeur pour la production de l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et moteur en rapport avec les opérations de la dite compagnie et de disposer de tout le surplus du pouvoir produit par les travaux de la compagnie dans le comté de Pontiac ;

Acquérir par achat ou bail tous les immeubles que la compagnie peut juger nécessaires pour la mise en opération de ses affaires et en disposer, sous le nom de "Terra Nova Mines, Limited", avec un capital total de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juin 1909.

JOS. BOIVIN,

2743

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 juin 1909, constituant en corporation M.M. Joseph Edouard Champagne, comptable, Marie Louise Sénécal, dûment autorisée par son époux Joseph Edouard Champagne, Albertine Lafrenière, dûment autorisée par son époux Alphonse Hart, commis de banque, Albert Lafrenière, agent, tous de la cité de Montréal, et Louis Dufour dit Latour, gérant, de la municipalité de de Lorimier, dans les buts suivants :

La fabrication et le commerce de tout vêtement de laine, de coton ou autre matériel et ce qui s'y rapporte ;

La dite compagnie désire faire l'élevage des moutons, et à acheter, prendre à bail ou autrement posséder des fermes, terrains, montagnes ainsi que tous autres bâtiments ou dépendances tels que bergeries, etc., pouvant servir à ces fins ;

La "St. Lawrence Knitting Co." devra acheter les machines et le commerce de Joseph Edouard Champagne, l'un des présents requérants, lequel fait affaires sous la raison sociale de "St. Lawrence Knitting Mills," et le prix convenu pourra être payé soit en argent, soit en actions acquittées de la compagnie, ces dernières devant porter intérêt en faveur du dit J. E. Champagne, au taux de 8% par an, quant à la proportion pour laquelle aucun appel n'aura été fait, sous le nom de "St. Lawrence Knitting Company," avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisée en

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of June, 1909, incorporating Messrs. Michael John O'Brien, of the city of Renfrew, Ont., contractor, Arthur Emile Doucet, engineer, and John Bartlett, master mariner, of the city of Quebec, Andrew Buchanan Stewart, of Chester Basin, Nova Scotia, James Guthrie Scott, of the city of Quebec, gentleman, for the following objects :

To carry on a general wholesale and retail trading business ;

To acquire, open, develop, work and manage silver and other mines, mining rights and privileges, to prospect for new mining property and to acquire and dispose of by purchase or lease or other legal title mines or mining lands or mineral properties ;

To smelt, manufacture and sell the products of the said mines and do all matters and things which shall be necessary and expedient for the operation of the said company ;

To do a general lumber business and to acquire, hold and operate and dispose of wooded properties or limits in connection therewith ;

To construct, acquire, hold and operate furnaces, roads, tramways, wharves, docks, offices, elevators, warehouses and supply stores and other structures and also water and steam powers for the production of electricity for lighting, heating and motor purposes in connection with the operations of the said company and to dispose of all surplus power generated by the company's works in the county of Pontiac ;

To acquire and dispose of by purchase or lease all real estate that the company may deem necessary for the proper carrying out of its business, under the name of "Terra Nova Mines, Limited", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixteenth day of June, 1909.

JOS BOIVIN,

2744

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of June, 1909, incorporating Messrs. Joseph Edouard Champagne, accountant, Marie Louise Senecal, duly authorized by her husband Joseph Edouard Champagne, Albertine Lafrenière, duly authorized by her husband Alphonse Hart, bank clerk, Albert Lafrenière, agent, all of the city of Montreal, and Louis Dufour dit Latour, manager, of the municipality of de Lorimier, for the following purposes :

To manufacture and trade in all woolen and cotton clothing or other material and anything in connection therewith ;

The said company is desirous of raising sheep, and purchasing, leasing or otherwise, possessing farms, lands, mountains and also any other buildings or dependencies such as sheepfolds, etc., necessary for its purposes ;

The Saint Lawrence Knitting Company shall purchase the machinery and trade of Joseph Edouard Champagne, one of the present purchasers, who is doing business under the firm, name and style of Saint Lawrence Knitting Mills, and the price agreed on, may be paid either in cash, or in paid up shares of the company, the latter to bear interest in favor of the said J. E. Champagne, at the rate of 8% per annum, on the proportion for which no call shall have been made, under the name of "Saint Lawrence Knitting Company," with a total capital of forty five thousand dollars

neuf cents (900) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juin 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2745

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur, de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1909, constituant en corporation MM. Léon Mendelovitch, marchand, Barthelemy Lefebvre, voyageur à commission, Thomas Lovett, médecin, Jacob Brother, boucher, et Walter S. Hunton, agent, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manuf acturer, acheter, vendre de la glace et des fournitures pour marchands de glace et en faire le commerce ;

Prendre la glace de la rivière Richelieu et ailleurs pour les fins des affaires de la compagnie ;

Faire les affaires de réfrigérateurs, d'entrepôts et de propriétaires de quais ;

Construire, posséder, fréter et naviguer des vaisseaux, bateaux et toute autre sorte d'embarcations, y compris des remorqueurs et barges pour le transport d'effets et marchandises ;

Faire les affaires d'expéditeurs et charretiers en général ;

Acheter, vendre toute sorte de produits de la ferme, ainsi que du sable, briques, bois, charbon et chaux et en faire le commerce autrement ;

Faire les affaires de commerce en général ;

Acheter, posséder et vendre des immeubles ;

Faire toutes autres affaires (soit manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec ses affaires ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant les droits exclusifs ou non exclusifs ou limités employés, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention qui peuvent paraître capables d'être employés pour aucune des fins de la compagnie, ou l'acquisition desquels peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit les biens, droits ou information ainsi acquis ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant déjà les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être ainsi conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant déjà les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant déjà les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie ou autrement en disposer et en faire le commerce, sous le nom de "Richelieu Ice Company, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00) divisé en mille (1000) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune, dont huit mille quatre cent cinquante piastres (\$8,450.00) ont été payées, sept mille sept cents piastres (\$7,700.00) de propriétés étant incluses dans la dite somme de \$8,450.00, savoir : livre de dettes et matériel roulant tel que chevaux, voitures, harnais et outils.

(\$45,000.), divided into nine hundred (900) shares of fifty dollars (\$50 00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this seventeenth day of June, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2746

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of June, 1909, incorporating Messrs. Leon Mendelovitch, merchant, Barthelemy Lefebvre, commission traveler, Thomas Lovett, physician, Jacob Brother, butcher, and Walter S. Hunton, agent, all of the city of Montreal, for the following objects :

To manufacture, buy, sell and deal in ice and ice dealers supplies ;

To take ice from the Richelieu river and elsewhere for the purposes of the company's business ;

To carry on the business of cold storage and warehousemen and wharfingers ;

To construct, own, charter and navigate vessels, boats and all other kinds of water craft, including tugs and barges for the transportation of goods and merchandise ;

To carry on business of general carriers and carters ;

To buy, sell and otherwise deal in all kinds of farms produce and products, also in sand, brick, wood, coal and lime ;

To carry on the business of general traders ;

To buy, hold and sell real estate ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights.

To apply for, purchase or otherwise acquire, and patents, licenses, concessions and the like, conferring and exclusive or non-exclusive, or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part there, of for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, under the name of "Richelieu Ice Company, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (\$50.00) each, whereof eight thousand four hundred and fifty dollars (\$8,450.00) have been paid, seven thousand and seven hundred dollars (\$7,700.00) worth of properties being included in said sum of (\$8,450.00) v/z : book debts and rolling stock such as horses, waggons, harnesses and tools.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2643,2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10^e jour de juin 1909, constituant en corporation MM. Gustavus Zryd, gérant, Alfred St. Germain, commis, John W. Blair, Francis J. Laverty et Jules Gobeil, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de fournitures de barbiers, chaises et meubles, coutellerie, propriétaires de médicaments et préparations de toilette, articles de droguiste, vitrines et meubles de magasin et de bureau ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement ou en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou calculées pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Employer aucuns des fonds de la compagnie pour acheter ou pour acquérir en aucune autre manière ou pour prendre et posséder des actions, obligations et autres garanties de toute autre compagnie ou corporation faisant les mêmes affaires que celles que cette compagnie est par le présent autorisée à faire ;

Vendre, louer, échanger en tout ou en partie la propriété ou entreprise de la compagnie pour telle considération qui peut être jugée à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie, ou en disposer autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie, ou acquérir et entreprendre tous et aucune partie de l'actif, affaires, privilèges, contrats, droits et obligations de toute compagnie, société ou affaires ayant en tout ou en partie les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt avec aucune personne, société ou compagnie faisant ou engagée dans toutes affaires ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou engagée, et de faire des avances pour garantir les contrats et obligations et autrement aider telle personne ou compagnie ou aucun des clients de cette compagnie, et de prendre, posséder des actions et garantir de toute telle compagnie et voter sur icelles, et de les vendre ou en faire le commerce autrement, le tout sujet aux dispositions de la loi des compagnies ;

Agir comme agents pour aucune compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Payer pour tous services rendus et tous biens et droits acquis par la compagnie en la manière qui peut être jugée convenable, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie, créditées comme payées ou en partie payées, sous le nom de "Jones Bros. of Montreal, Incorporated." avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2641.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1909, constituant en corporation MM. Georges Deslandes, industriel, d'Acton Vale, Aimé Langevin, cultivateur, de Melbourne, Revd. P. M. Al-

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of June, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2644

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1909, incorporating Messrs. Gustavus Zryd, manager, Alfred St. Germain, salesman, John W. Blair, Francis J. Laverty, and Jules Gobeil, advocates, all of the city of Montreal, for the following objects ;

To manufacture, buy, sell and deal in barbers supplies chairs and furniture, cutlery, proprietary medicines and toilet preparations, druggists' sundries, show cases and store and office fixtures ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To use any of the funds of the company to purchase or to acquire in any other manner for to take and hold shares, bonds and other securities of any other company or corporation carrying on business similar to that which this company is hereby authorized to carry on ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property or undertaking of the company for such consideration as may be agreed on and in particular for shares, debentures or securities in any other company ;

To amalgamate with any other company, or to acquire and undertake all and any part of the assets, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any company, firm or business having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advance to and to guarantee the contracts and liabilities of and otherwise assist such person or company or any of this company's customers, and to take, hold and vote on shares and securities of any such company, and to sell or otherwise deal with the same, the whole subject to the provisions of the company act ;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar business ;

To pay for any services rendered to and any property and rights acquired by the company in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully paid up and partly paid up, under the name of "Jones Bros. of Montreal, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of June, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2642

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 15th day of June, 1909, incorporating Messrs. Georges Deslandes, manufacturer, of Acton Vale, Aimé Langevin, farmer, of Melbourne, Revd. P. M. Albert

bert Hogue, Ptre, curé, Joseph Edmond Marcile, marchand, M. P., Frédéric Hector Daigneault, médecin, M. P. P., Henri Paradis, boucher, Joseph Ulric Dumont, peintre décorateur, et Joseph Alpherio Vincent, entrepreneur, tous d'Acton Vale, pour les fins suivantes : manufacturer et faire le commerce en gros et en détails des biscuits, pâtisseries, des sucreries et de tout ce qui peut s'y rattacher directement ou indirectement, comme l'achat ou la vente en gros ou en détail des grains, des farines, provisions, des sirops, sucres, et des ustensiles et instruments ou outillages nécessaires pour la préparation des pâtes et des sucreries, et pour la fabrication des biscuits et autres produits.

Le bureau de direction sera composé de cinq membres.

Les trois cinquièmes au moins des membres du bureau de direction devront être porteurs d'actions privilégiées, sous le nom de "Acton Biscuit Company", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en deux cents (200) actions privilégiées portant intérêt à sept pour cent, et deux cent cinquante (250) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Acton Vale.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1909.

JOS. BOIVIN,
2671.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juin 1909, constituant en corporation MM Edward Goff Penny, gentilhomme, Edward Goff Trevor Penny, étudiant en droit, Alexander Gordon Macpherson, agent manufacturier, Louis Gosselin et Louis Boyer, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Construire, posséder, fréter, naviguer, des vaisseaux, vaisseaux à vapeur, bateaux et toute autre sorte d'embarcations, y compris des remorqueurs et barges pour le transport des passagers, effets et marchandises, et de vendre les anciens bateaux, vaisseaux et embarcations et en disposer ;

Faire les affaires de transport ordinaire de passagers, effets et marchandises et d'expéditeurs, propriétaires de quai et marchands ;

Construire, posséder, louer et employer tels immeubles, bassins, entrepôts et autres facilités terminales qui peuvent être avantageux et nécessaires pour les fins de la compagnie, et de faire et passer des contrats et conventions avec les expéditeurs ordinaires et autres, nécessaires pour mettre en opération les fins de la compagnie comme susdit ou aucune d'elles ;

Faire toutes autres affaires alliées ou semblables, soit manufacturées ou autrement, capables d'être conduites avantageusement ou en rapport avec les affaires de la compagnie ou calculées pour augmenter la valeur ou rendre profitable toute propriété ou droits de la compagnie ;

Emprunter de l'argent et faire des avances d'argent sur billets, hypothèques, reçus d'entrepôts, documents de titre et autres garanties en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Garantir toutes autres affaires de nature ou caractère que la compagnie est autorisée à faire et la clientèle et actif d'icelles, aux conditions de paiement d'iceux par l'émission de stock payé ou obligations de la compagnie ou autrement suivant qu'il sera jugé à propos, et spécialement les affaires conduites par le dit Edward Goff Penny avec le bateau à vapeur "Anthemis", y compris le dit bateau à vapeur et accessoires ;

Entrer en aucuns arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, risque conjoint, concession ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à engager ou à faire, et de prendre ou autre-

Hogue, priest, curé, Joseph Edmond Marcile, merchant, M. P., Frédéric Hector Daigneault, physician, M. P. P., Henri Paradis, butcher, Joseph Ulric Dumont, painter and decorator, and Joseph Alpherio Vincent, contractor, all of Acton Vale, for the following purposes : to manufacture and carry on a wholesale and retail trade in biscuits, pastry, sweets, and everything directly or indirectly in connection therewith such as the purchase and sale wholesale and retail of grain, flour, provisions, syrup, sugar and utensils and instruments or apparatus necessary for the preparation of pastry and sweets, and for the manufacture of biscuits and other products.

The board of directors shall be composed of five members.

The three fifths at least of the members of the board of directors shall be holders of preferred shares, under the name of "Acton Biscuit Company", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into two hundred (200) preferred shares bearing interest of seven per cent, and two hundred and fifty (250) ordinary shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Acton Vale.

Dated from the office of the secretary of the province, this tenth day of June, 1909.

JOS. BOIVIN,
2672 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1909, incorporating Messrs. Edward Goff Penny, gentleman, Edward Goff Trevor Penny, student at law, Alexander Gordon Macpherson, manufacturer's agent, Louis Gosselin and Louis Boyer, advocates, all of the city of Montreal, for the following objects :

To construct, own, charter and navigate vessels, steamships, boats and all other kinds of water-craft, including tugs and barges for the transportation of passengers, goods and merchandise, and to sell and dispose of old boats, vessels and water-craft ;

To carry on the business of a common carrier of passengers, good and merchandise and a forwarder, wharfinger and warehouseman ;

To construct, own, lease and use such real estate, docks, warehouses and other terminal facilities as may be convenient and necessary for the purposes of the company and to make and enter into contracts and agreements with common-carriers and others necessary for giving effect to the purposes of the company as aforesaid or any of them ;

To carry on any other allied or kindred business, whether manufacturing or otherwise capable or being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To borrow money and make cash advance upon note, mortgage, warehouse receipts, documents of title and other security in connection with the company business ;

To secure any other business of the nature or character which the company is authorized to carry on, and the good will and assets thereof, upon such terms as to payment of the same by the issue of fully paid up stock or bonds of the company or otherwise as may be agreed upon, and especially the business carried on by the said Edward Goff Penny, with the steamboat "Anthemis", including the said steamboat and accessories.

To enter into any arrangements or sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, concession or otherwise, with any person or company carrying on an engaged in any business or transaction which this company is authorize to engage in or carry on, and to take or otherwise

ment acquérir des actions ou garanties dans la dite compagnie, et de tenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement en faire le commerce ;

Émettre, prendre et donner comme stock payé des actions du capital action de la compagnie en paiement ou partie de paiement ou comme garantie du paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence, patente, immeuble et autre propriété que la compagnie peut acquérir légalement en vertu d'icelles, sous le nom "The Memphremagog Navigation Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2639.2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira aux Trois-Rivières, P. Q., le 12 juillet 1909, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts.
1er juin 1909.

2459-4

Québec, 11 juin 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de l'Annonciation, comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra le deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2631.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français

acquire shares or securities in such company, and to hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To issue, hand over and a lot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment or part of payment or as security for the payment of any business, franchises, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, patent, real estate and other property which the company may lawfully acquire by virtue hereof, under the name of "The Memphremagog Navigation Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of June, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2640

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cutlers of the province of Quebec shall meet at Three Rivers, P. Q., on the 12th July, 1909, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber cutler.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands and Forests.
1st June 1909.

2460

Québec, 11th June, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of l'Annonciation, county of Labelle, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, resolution or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2532

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the

et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1959

G. O. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de

english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1960

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by [the Legislature of

Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer le taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation

Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application]

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall

des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jour avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit

clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the

d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1961 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de St-Robert s'étant conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et quarante personnes au moins ayant signé leurs noms dans le livre de souscriptions pour la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, est constituée en corps politique et incorporée, en vertu de la section VI, de la loi des assurances de Québec, 8 Édouard VII, chapitre 69.

Donné conformément à l'article 58, de la loi des assurances de Québec, à Saint-Robert, ce 17e jour de mai 1909.

2751 J. P. PAQUIN,
Secrétaire.

incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1962 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Robert having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty persons at least having signed their names in the subscription book to the amount of twenty five thousand dollars or more, is constituted a body politic and incorporated, in virtue of section VI, of the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chapter 69.

Given pursuant to article 58, of the Quebec Insurance Act, at Saint Robert, this 17th day of May, 1909.

2752 J. P. PAQUIN,
Secretary.

Povince de Québec.—Province of Quebec.

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

Liste des candidats pour admission à la pratique du droit.—List of students at examination for admission to practise law.

Examen du 6 juillet 1909.—Examination of 6th July, 1909.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Résidence.	Age.
Bachand	Charles Emile	Sherbrooke	24 ans—years.
Hackett	John Thomas	Stanstead	24 ans—years.
Juneau	Patrice Auselme	Sherbrooke	26 ans—years.

CHAS. D. WHITE,
Secrétaire—Secretary.

Sherbrooke, 21 juin 1909—Sherbrooke, 21st June, 1909.

2791-2

Barreau de Québec.—Bar of Quebec.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates of the practise of law.

Examen de juillet 1909.—Examinations of July, 1909.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Résidence.	Age.
Belleau	Joseph	Québec	25 ans—years.
Cambay	Alfred	Beauport	22 ans—years.
Fitzpatrick	Arthur	Québec	22 ans—years.
Garneau	Alphonse	Percé	22 ans—years.
LaRue	Eug. Wincelias	Québec	22 ans—years.
Noël	H. Ezéar	Rimouski	25 ans—years.
Paradis	Léon	Saint-André, Kamouraska ..	25 ans—years.
Pouliot	Louis Alph	Québec	23 ans—years.
Savard	Alfred	Québec	22 ans—years.
Taschereau	Gabriel	Saint-Joseph de Beauce	26 ans—years.

Québec, 21 juin 1909.—Quebec, 21st June, 1909.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.

2789-90

Liste des candidats qui ont produit leurs déclaration et avis entre mes mains, pour l'admission à l'étude ou à la pratique de la profession d'avocat aux examens de juillet prochain, et que je suis obligé de faire connaître, suivant les dispositions de l'article 3547 des statuts refondus de Québec.

1. Aspirant à la pratique : Auguste Pierre Nolasque Désilets, âgé de 22 ans, et domicilié en la cité des Trois-Rivières.

2. Joseph-Louis-Bruno, marchand, âgé de 24 ans, et domicilié en la paroisse de Champlain, district des Trois-Rivières.

3. François-Xavier Lacoursière, âgé de 26 ans, domicilié à Saint-Tite, comté de Champlain.

II. Aspirants à l'étude : 1. Paul Martel, âgé de 22 ans, domicilié en la cité des Trois-Rivières, a étudié au séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières ; 2. Edouard Langlois, âgé de 20 ans, domicilié en la cité des Trois-Rivières, a étudié au séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières ;

3. Thomas Malone, âgé de 21 ans, domicilié en la cité des Trois-Rivières, a étudié chez les Frères des Ecoles Chrétiennes des Trois-Rivières.

CHARLES BOURGEOIS,

Secrétaire de la section du
Barreau des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 7 juin 1909. 2567

List of candidates who have filed their declaration and notice with me, for admission to study or practice the profession of advocate, at the examinations in July next, in accordance with the provisions of article 3547 of the revised statutes of Quebec.

1. Candidate for practice : Auguste Pierre Nolasque Désilets, aged 22 years, and residing in the city of Three Rivers.

2. Joseph-Louis-Bruno merchant, aged 24 years, and in the parish of Champlain, district of Three Rivers.

3. François Xavier Lacoursière, aged 26 years, residing at Saint Tite, county of Champlain.

II. Candidates for study : 1. Paul Martel, aged 22 years, residing in the city of Three Rivers, has studied at Saint Joseph's seminary of Three Rivers ; 2. Edouard Langlois, aged 20 years, residing in the city of Three Rivers, has studied at Saint Joseph's seminary of Three Rivers ;

3. Thomas Malone, aged 21 years, residing in the city of Three Rivers, has studied at the Christian Brothers' School, of Three Rivers.

CHARLES BOURGEOIS,

Secretary of the section of the
Bar of Three Rivers.

Three Rivers, 7th June 1909. 2568

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL—

Candidates pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 6 juillet 1909.—Examinations of the 6th July, 1909.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Collèges.
1	Archibald.....	Kenneth....	21	Montréal.....	Montreal High School, McGill Univ., etc.
2	Béique.....	Victor E....	20	".....	Collège Loyala & Sainte-Marie.
3	Bissonnette.....	J. J.....	18	St-Esprit.....	" de l'Assomption, etc.
4	Blouin.....	J. Bte.....	19	Montréal.....	" Sainte Marie de Monnoir & Cours de Kerméno.
5	Burke.....	Michael T....	20	".....	Loyala College & McGill University.
6	Cinq-Mars.....	Thomas....	24	".....	Collège Montréal & Sainte-Marie.
7	Côté.....	Elzéar Aug..	20	".....	" Sainte-Anne de la Pocatière & Cours Leblond de Boissieu.
8	Decary.....	Paul Antonio	20	".....	Ecole Belmont & Collège Sainte-Marie.
9	Desroselliers...	Paul Alfred..	23	St-Paul l'Ermite.	Collège L'Assomption.
10	Engel alias Angel	J. A.....	22	Montréal.....	Montreal High School, Cours de Boissieu, &c.
11	Filion.....	Ephrem.....	21	Ste Thérèse.....	Petit Séminaire de Sainte-Thérèse.
12	Fisher.....	R. E.....	21	Montréal.....	McGill University.
13	Flamand.....	Edouard.....	22	Joliette.....	Séminaire de Joliette & de Sainte-Thérèse.
14	Fleet.....	Chs. A. R....	20	Montréal.....	Créighton School, Montreal & McGill Univ.
15	Gendron.....	L. H.....	18	".....	Mont Saint-Louis & Cours Colonier.
16	Hale.....	Chs. A.....	23	".....	Grandby Academy & McGill University.
17	Handfield.....	L. A.....	18	".....	Collège de Montréal & Cours Leblond de -B. & de Boissieu.
18	Hay.....	Albert.....	20	".....	Collège de Montréal & Cours de Boissieu.
19	Labelle.....	Alfred S....	18	".....	Mont Saint-Louis & Collège Sainte-Marie.
20	Lafontaine.....	Ernest.....	18	".....	Collège Montréal & Sainte-Marie & Cours de Kerméno.
21	LeMesurier.....	Chs. S.....	21	".....	Montreal High School & McGill University.
22	Manolson.....	Sam. E.....	18	".....	Montreal High School & Shortell's Acad.
23	Mercier.....	Paul.....	21	Beauharnois...	Séminaire de Montréal & de Ste-Thérèse.
24	Morier.....	Eudore.....	23	St-Hyacinthe...	Collège St-Hyacinthe.
25	Nantel.....	Bruno.....	25	St-Jérôme.....	Colleges Sacré-Cœur, de St-Jérôme, de Ste-Thérèse, et de Ste-Marie, Montréal.
26	Nantel.....	Maréchal...	18	".....	Collège Sacré Cœur de St-Jérôme & Petit Séminaire de Sainte-Thérèse.
27	Nicholson.....	Demetrius...	21	Montréal.....	High School of Sparta Greece and McGill, University.
28	Parizeau.....	La. & Phil..	21	St-Esprit.....	Ecole St Esprit & Collège de l'Assomption.
29	Pedley.....	H. Stowell..	20	Montréal.....	Montreal High School & McGill University.
30	Plimsoll.....	A. R. W....	22	".....	University of Grenoble & McGill Univ.
31	Scott.....	Wm. B.....	21	".....	Quebec High School, Bishop's Coll. Lennoxville.
32	Sinclair.....	Colville.....	17	Ottawa.....	Ashbury Coll., Ottawa, Cours de Boissieu.
33	Trudeau.....	J. C. E.....	21	St-Rémi.....	Coll. Ste-Marie et coll. Loyala, Montréal.
34	Vanier.....	Guy.....	20	Montréal.....	Collège Loyala & Sainte-Marie, Montréal.
35	Yvon.....	Arthur W....	22	Saint-Thomas d'Aquin.....	Ecole de St-Thomas d'Aquin & Séminaire de Saint-Hyacinthe.

ARTHUR VALLEE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 7 juin—7th June, 1909.

2577-78

ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Nom.—Name.	Age.	Résidence.	Maison d'éducation. Educational institution.
Willie Paradis	28ans—years	Victoriaville, ..	Collèges de Danville, Arthabaska et Nicolet.

L. R. LAVERGNE,
Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.
2785-86

Arthabaska, 21 juin.—21st June, 1909.

Liste des candidats de la section de Bedford pour l'admission à la pratique du droit.

List of candidates from the section of Bedford for admission to the practice of law.

Examens du 6 juillet 1909.—Examinations of 6th July, 1909.

Nom. Name.	Domicile.	Résidence. Residencia.	Age.
Ostiguy. Emile.....	Sweetsburg.....	Marieville.....	20 years.

GEO. H. BOIVIN,
Secrétaire du barreau de Bedford.—Secretary, bar of Bedford.

2747.8

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, de la cité de Québec, épouse commune en biens de George D'Arcy O'Farrell, de la cité de Québec, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentilhomme, de la cité de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix huitième jour de juin mil neuf cent neuf.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 juin 1909. 2749

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8149

Dame Albina Bédard, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, épouse de Alphonse Tétreault, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Tétreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7ième jour de juin 1909.

ROMULUS CLOUTIER,
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 21 juin 1909. 2787

Dans la cour supérieure, pour le district de Terrebonne, No 631, Sophronie Pilon, de Saint-Jérôme, dit district, a intenté une action en séparation de biens contre son époux, Régis Guenette, père, industriel, du même lieu, le 22 mai 1909.

2343.5
CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, of the city of Quebec, wife common as to property of George D'Arcy O'Farrell, of the city of Quebec, and judicially authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

George D'Arcy O'Farrell, gentleman, of the city of Quebec, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted on the eighteenth day of June, nineteen hundred and nine.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 18th June, 1909. 2750

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8149.

Dame Albina Bédard, of the township of Roxton, in the district of Bedford, wife of Alphonse Tétreault, farmer of the same place, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Tétreault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 7th day of June, 1909.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 21st June, 1909. 2788

In the superior court, for the district of Terrebonne, No. 631, Sophronie Pilon, of Saint Jérôme, said district, has instituted an action for separation as to property against her husband, Regis Guenette, senior, manufacturer, of the same place, on 22nd May, 1909.

2344
CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for the plaintiff.

Avis est par le présent donné que Dame Jette Choi Moses, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Abraham Freindlick, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, dans la cour supérieure, à Québec, une action en séparation de biens contre le dit Abraham Freindlick, sous le numéro 1684 des records de la cour.

F. MURPHY,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 25 mai 1909. 2361.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1264.

Dame Bessie Freedman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Shaer, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

David Shaer, dessinateur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 19^e jour de mai 1909.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 mai 1909. 2377-5

Avis est par le présent donné que Dame Amalie Lanas, de la cité de Québec, épouse commune en biens de David Feiczewicz, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, contre le dit David Feiczewicz, une action en séparation de biens, dans la cour supérieure, à Québec, sous le numéro 1540.

F. MURPHY,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 25 mai 1909. 2359.5

Dame Olive Lapointe, épouse commune en biens de Joseph Lavoie, cultivateur, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le huitième jour de juin 1909, sous le numéro 207, des records de la cour supérieure du district de Saint-François.

M. F. HACKETT, C. R.,

Procureur de la demanderesse.

Stanstead, Qué., 9 juin 1909. 2603.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3429.

Dame Anna Parthenais, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Laviolette, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée en cette cause, le 12 juin 1909.

J. A. MOLLEUR,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1909. 2647.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 543.

Dame Marie-Louise Vaillancourt, épouse commune en biens de Albert Aumais, commerçant, de Saint-Joachim, de la Pointe-Claire, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Albert Aumais, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17^e jour de décembre 1908.

ALFRED FOREST,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 25 mai 1909. 2565.3

Notice is hereby given that Dame Jette Choi Moses, of the city of Quebec, wife common as to property of Abraham Freindlick, of the same place, trader, has, this day, instituted, in the superior court, at Quebec, an action against the said Abraham Freindlick for separation as to property, under the number 1684, of the records of the said court.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 25th May, 1909. 2362

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1264.

Dame Bessie Freedman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Shaer, and judicially authorized to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

David Shaer, designer, of the said city and district of Montreal, Defendant.

An action en séparation de biens has been instituted in this cause, on the 19th day of May, 1909.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th May, 1909. 2378

Notice is hereby given that Dame Amélie Lanas, of the city of Quebec, wife common as to property of David Feiczewicz, of the same place, trader, has, this day, instituted against the said David Feiczewicz, an action for separation as to property, in the superior court, at Quebec, under the number 1540.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 25th May, 1909. 2360

Dame Olive Lapointe, wife common as to property of Joseph Lavoie, farmer, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the eighth day of June, 1909, under number 207, of the records of the superior court of the district of Saint Francis.

M. F. HACKETT, K. C.

Attorney for plaintiff.

Stanstead, Que., 9th June, 1909. 2604

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3429.

Dame Anna Parthenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Laviolette, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alfred Laviolette, contractor, of the same place, Defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action for separation as to property against the defendant.

J. A. MOLLEUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1909. 2648

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 543.

Dame Marie-Louise Vaillancourt, wife of Albert Aumais, trader, of Saint-Joachim, Pointe-Claire, district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Albert Aumais, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 17th day of December, 1908.

ALFRED FOREST,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 25th May, 1909. 2566

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2326.

Dame Priscillia Bernard, modiste, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Bouvier, marchand de fruits, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, a instigné, ce jour, une action en séparation de biens contre ce dernier, Défendeur.

J. A. BERNARD,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 mai 1909. 2437.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 814.

Dame Phébé Deblois, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Gariépy, entrepreneur, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Gariépy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 mai 1909.

JACQUES DE LAMOTHE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 27 mai 1909. 2489.4

Dame Virginie Lebel, épouse commune en biens de Joseph Deschênes, marchand, de Saint-Honoré, a pris une action en séparation de biens contre son dit mari, le 21 mai 1909, sous le numéro 4208 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 3 juin 1909. 2525.4

Province de Québec. }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8154.

Carrie McGowan, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de George H. Prémond, du même lieu, commerçant, Demanderesse ;

vs

Le dit George H. Prémond, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

C. A. NUTTING,
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, Qué., 16 juin 1909. 2737.2

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Félicien, ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Ed. VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle contre le feu autorisée par la dite section peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119, de la loi des assurances de Québec, ce 12e jour de juin 1909.

Pour le trésorier de la province,
WILLIAM CHUBB,

2645.2 Surintendant des assurances, P. Q.

Avis de Faillites

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Dans l'affaire de "Shedrick Rigby Company, Limited", Montréal, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi,

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2326.

Dame Priscillia Bernard, milliner, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Bouvier, fruits merchant, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff, has instituted, this day, an action for separation as to property against the latter, Defendant.

J. A. BERNARD,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th May, 1909. 2438

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 814.

Dame Phébé Deblois, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Gariépy, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Gariépy, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 27th of May, 1909.

JACQUES DE LAMOTHE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27th May, 1909. 2490

Dame Virginie Lebel, wife common as to property of Joseph Deschênes, merchant, of Saint Honoré, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 21st of May, 1909, under No. 4208 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.

Fraserville, 3rd June, 1909. 2526

Province of Quebec. }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8154.

Carrie McGowan, of the township of Shefford, in the district of Bedford, wife common as to property of George H. Prémond, of the same place, trader, Plaintiff ;

vs

The said George H. Prémond, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

C. A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, Que., 16th June, 1909. 2738

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Félicien, having been established in conformity with the Quebec insurance act, 8 Ed. VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications, issue insurance policies, and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by the said section may legally transact.

Given under article 119, of the Quebec insurance act, this 12th day of June, 1909.

For the provincial treasurer,
WILLIAM CHUBB,
Insurance superintendent, P. Q.

2646

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the matter of the Shedrick Rigby Company, Limited, Montreal, In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 12th July, 1909,

le 12^e jour de juillet 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, chambres 51-52, Commercial Union Building, 232, rue Saint-Jacques, Montréal.

P. C. SHANNON,
Liquidateur.
2755

Montréal, 21 juin 1909.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 106.

Dans l'affaire de Wileam Silberhertz, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, le 18^e jour de juin 1909, a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Subrogés gardiens provisoires.

No 14, Place-Phillips, Montréal.
Montréal, 22 juin 1909. 2793

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Cléophas Gélinas, marchand,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 22^{ème} jour de juin 1909, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 2781

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour de Circuit.*
No 6777.

Sweetsburg, le neuvième jour de juin 1909.

Présent : l'honorable juge Lynch, J. C. S.
Hodgson, Sumner & Co., Limitée,
Demanderesse ;

vs

J. W. T. McFadden, commerçant, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, et actuellement emprisonné au pénitencier, à Saint-Vincent de Paul, province de Québec,
Défendeur.

Vu la requête de la compagnie demanderesse accordée ce jour, par la cour, et l'insolvabilité alléguée du défendeur, il est ordonné que les créanciers de ce dernier soient appelés par un avis à tre publié deux fois, en langue anglaise et française, dans la "Gazette Officielle de Québec"; et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de première insertion du présent avis, dans la dite Gazette Officielle de Québec.

LEONARD & NOYES,
Greffier de la dite cour.

after which date the dividends will be payable at my office, rooms 51-52, Commercial Union Building, 232, Saint James street, Montreal.

P. C. SHANNON,
Liquidator.
2756

Montreal, 21st June, 1909.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 106.

Dans l'affaire de Wileam Silberhertz, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, on the 18th day of June, 1909, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Subrogated provisional guardians.

No. 14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 22nd June, 1909. 2794

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Joseph Cléophas Gélinas, merchant,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 22nd day of June, 1909, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 2782

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Circuit Court.*
No. 6777.

Sweetsburg, the ninth day of June, 1909.

Present: The Honorable Mr. Justice Lynch, J. S. C.
Hodgson, Sumner & Co., Limited,
Plaintiff ;

vs

J. W. T. McFadden, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, trader, presently confined in the penitentiary at Saint Vincent de Paul, province of Quebec,
Defendant.

Seeing the petition of said plaintiff, this day, granted by the court, and the alleged insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of said defendant be called in the two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette"; and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, in the said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,
Clerk of said court.
2638

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 946.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 8 juin 1909, dans une cause dans laquelle Louis Charette, bourgeois, de la paroisse de Saint-Martin, dans le district de Montréal, est Demandeur; et J. Wilfrid Lavoie, notaire, de la paroisse de Saint-Martin, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur d'ament nommé à Dame Philomène Charette, veuve de feu Cyprien Couvrette, interdite pour démence; Henri Archambault, autrefois peintre, de la cité de Montréal, et maintenant en pays inconnu; Michel Giroux, journalier, de la ville de Bordeaux, dit district; Adèle Giroux, épouse commune en biens de Didyme Tremblay, journalier, de Cartierville, dit district, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Léa Giroux, épouse de Avila Sigouin, journalier, de Cartierville susdit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser la dite épouse aux fins des présentes; Daniel Giroux et Hormidas Giroux, tous deux cultivateurs, de Casselman, dans la province d'Ontario; Louis Giroux et Isaïe Giroux, tous deux journaliers, de la paroisse de Saint-Faustin, dans le comté et le district de Terrebonne; et Olivier Giroux, absent en pays inconnu, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un terrain connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, sous les lots Nos 145 et 146, et bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire. Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout enchérisseur.

LEONARD & PATENAUDE,

Avocats du demandeur.

Montréal, 9 juin 1909. 2665.2
 [Première publication, 19 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } J. A. THERIEN, De-
 No 125. } mandeur; vs OVILA
 MARCOTTE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne-

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 946.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 8th of June, 1909, in a cause in which Louis Charette, gentleman, of the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, is Plaintiff; and J. Wilfrid Lavoie, notary, of the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, in his quality of curator duly appointed to Dame Philomène Charette, widow of the late Cyprien Couvrette, interdicted for lunacy; Henri Archambault, formerly painter, of the city of Montreal, and now of parts unknown; Michel Giroux, laborer, of the town of Bordeaux, said district; Adele Giroux, wife common as to property of Didyme Tremblay, laborer, of Cartierville, said district, and the latter personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Lea Giroux, wife of Avila Sigouin, laborer, of Cartierville aforesaid, and the latter personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Daniel Giroux and Hormidas Giroux, both farmers, of Casselman, in the province of Ontario; Louis Giroux and Isaïe Giroux, both laborers, of the parish of Saint Faustin, in the county and district of Terrebonne; and Olivier Giroux, absentee, of parts unknown, are Defendants; ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit:

A lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Martin, in the county of Laval, under the lots Nos. 145 and 146, and buildings thereon erected.

The immoveable above mentioned will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTIETH day of JULY next sitting the court, in the court room of the court house of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing. A deposit of \$300.00 shall be exacted from every bidder.

LEONARD & PATENAUDE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th June, 1909. 2666
 [First published, 19th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } J. A. THERIEN, Plain-
 No. 125. } tiff; against OVILA
 MARCOTTE, Defendant.

A piece of land in the parish of Sainte-Anne-du-

du-Sault, à prendre du côté est du lot de terre numéro vingt, du troisième rang du canton de Bulstrode, contenant quatre arpents de large, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang, entre le lot numéro dix-neuf, à l'est, de Gédéon Dionne à l'ouest—sans bâtisse, et connue et désignée comme étant la partie est du lot numéro cent soixante-trois (P. E. 163), du cadastre pour le dit canton de Bulstrode.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain, 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 1er juin 1909. 2481.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } DOMINA LAVALLEE,
No 8412. } Demandeur; contre
EMILE FONTAINE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au sud-est du chemin d'Yamaska, et formant partie du lot de terre numéro six, du troisième rang du township de Grantham, contenant trente-trois pieds de terre de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par le dit chemin, en profondeur et du côté sud-ouest par W. J. Watts, et du côté nord-est par Honoré Gravel, connu et désigné comme lot portant le numéro cent soixante C (160 C), au plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Grantham—avec maison et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le SEPTIÈME jour de JUILLET prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 juin 1909. 2485.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOHN F. WALSH ET
No 156. } AL, Demandeurs, vs
LOUIS TURCOTTE, Défendeur.

Un emplacement situé à Victoriaville, sur le côté ouest d'une rue nouvelle, communément appelée rue Paradis, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant partie du numéro cent trente-neuf (p. 139), contenant quarante-six pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur; tenant en front à la rue Paradis, aboutissant en profondeur à Romuald Paradis, joignant du côté nord à ce dernier et de l'autre côté à "The Arthabaska Water and Power Company—bâti d'une maison et autres dépendances. A la charge de payer six piastres (\$6.00) de rente foncière et annuelle à Romuald Paradis, le premier jour de mai de chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le SEPTIÈME jour de JUILLET prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 juin 1909. 2483.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sault, to be taken from the east side of the lot of land number twenty, in the third range of the township of Bulstrode, containing in width four arpents, more or less, by the depth of the said range, between the lot number nineteen to the east, and Gédéon Dionne, to the west—without any building thereon, known and described as being the east part of lot number one hundred and sixty three (E. P. 163), on the cadastre for the said township of Bulstrode.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault, on the SIXTH day of JULY next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 1st July, 1909. 2482
[First published, 5th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Drummond.

Arthabaska, to wit : } DOMINA LAVALLEE,
No. 8412. } Plaintiff; against
EMILE FONTAINE, Defendant.

An emplacement lying and being on the south east side of the road leading to Yamaska, and being part of the lot of land number six, of the third range of the township of Grantham, containing thirty three feet in front by one hundred thirty two in depth, english measure; bounded in front by the said road, to the rear and to the south west by W. J. Watts, and to the north east by Honoré Gravel, known and described on the official plan and book of reference for the township of Grantham, as the lot number one hundred and sixty C (160 C) — with a house and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Frédéric de Drummondville, on the SEVENTH day of JULY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 2nd June, 1909. 2486
[First published, 5th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOHN F. WALSH ET AL,
No. 156. } Plaintiffs; vs
LOUIS TURCOTTE, Defendant.

An emplacement situate at Victoriaville, on the west side of a new street commonly called Paradis street, being part of the lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, as being part of lot number one hundred and thirty nine (p. 139), containing forty six feet in front by the depth of ninety five feet; bounded in front by Paradis street, to the rear and to the north by Romuald Paradis, and to the south by "The Arthabaska Water and Power Company", with a house and other dependances thereon erected. Subject to the payment of an annual land rent six dollars (\$6.00) to Romuald Paradis, on the first of May in each year.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the SEVENTH day of JULY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 2nd June, 1909. 2484
[First published, 5th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Québec.

No 2212. } **D**AME EULALIE BEGIN ET AL.
Demandereses; contre ELZEAR
SYLVAIN, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Isidore, concession Justinienne ouest, communément appelée "Grand Rang", étant le numéro quatre cent quatre-vingt (480), du cadastre officiel de la paroisse susdite, contenant trois arpents, une perche et neuf pieds de largeur, sur trente arpents de profondeur; bornée en front à la concession de la Grande Ligne, et par derrière à la dite profondeur, au nord-est à Charles Chamberland, et au nord-ouest à Thomas Larochelle, autrefois Théodore Fecteau—avec les bâisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 1er juin 1909. 2447.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **D**AME MATHILDE COR-
No 4497. } **M**IER, de la paroisse de
Saint-Sulpice, dit district, épouse contractuellement
séparée de biens de ALPHONSE DUPRE, bour-
geois, du même lieu, et le dit Alphonse Dupré pour
autoriser sa dite épouse à ester en justice, Deman-
deurs; contre JEAN-BTE BEAUCHAMP, fils de
Henrie, de la paroisse de l'Epiphanie, district de
Joliette, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dit district, de figure irrégulière, et contenant en superficie environ 21 arpents, plus ou moins, la dite étendue de terre connue et désignée sous le No 49 et partie du No 50, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch de l'Achigan.

Les dits lots No 49 et partie du No 50, terrains contigus et ne forment qu'une seule exploitation; bornés comme suit: tenant au nord et à l'est à la rivière Achigan, au sud-est à Dosithée Robinet, à un bout vers le sud-ouest au chemin du Roi, et à l'ouest à Isidore Dagenais—avec une grange y érigée. Non compris dans cette désignation la partie du lot No 50, située de l'autre côté du chemin du Roi, et qui appartient à William Robinet et ne fait pas partie du terrain du défendeur, Jean-Baptiste Beauchamp.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du shérif, Député shérif
Joliette, 21 juin 1909. 2795
[Première publication, 26 juin 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **J**EAN-BAPTISTE SEVI-
No 4421. } **G**NY, Demandeur; contre
JEAN-BAPTISTE BEAUCHAMP, père, Défen-
deur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Québec.

No. 2212. } **D**AME EULALIE BEGIN ET AL.
Plaintiffs; against ELZEAR
SYLVAIN, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Isidore, western Justinienne concession, commonly called "Grand Rang", being the number four hundred and eighty (480), of the official cadastre of the aforesaid parish, containing three arpents one perch and nine feet in width by thirty arpents in depth; bounded in front by the Grand Line concession, and in the rear by the said depth, on the north-east by Charles Chamberland, and on the south west by Thomas Larochelle, formerly Theodore Fecteau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Isidore, the SIXTH day of JULY next, (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 1st June, 1909. 2448
[First published, 5th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **D**AME MATHILDE COR-
No. 4497. } **M**IER, of the parish of
Saint Sulpice, said district, wife separated by
marriage contract as to property of Alphonse
Dupré, gentleman, of the same place, and the
said Alphonse Dupré to authorize his said wife to
ester en justice, Plaintiffs; against JEAN BTE.
BEAUCHAMP, son of Henrie, of the parish of
l'Epiphanie, district of Joliette, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, said district, of irregular outline and containing in superficies about 21 arpents, more or less, the said area of land known and designated under the No. 49 and the part of No 50, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de l'Achigan.

The said lots No. 49 and part of No. 50, contiguous lands and forming one farm only; bounded as follows: on the north and on the east by the river Achigan, on the south east by Dosithée Robinet, on one end to the south west by the King's highway, and on the west by Isidore Dagenais—with a barn thereon erected. Not included in this designation the part of the lot No. 50, situate on the other side of the King's highway, and which belongs to William Robinet, and does not form part of the land of the defendant, Jean Baptiste Beauchamp.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's Office, Deputy Shérif
21st June, 1909. 2796
[First published, 26th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **J**EAN-BAPTISTE SEVIGNY,
No. 4421. } **P**laintiff; against JEAN-
BAPTISTE BEAUCHAMP, senior, Defendant.

Un immeuble connu et désigné sous le numero trois cent treize (313), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le district de Joliette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Bureau du shérif, Joliette, 31 mai 1909. 2455.2
[Première publication, 5 juin 1909].

An immoveable known and designated under the number three hundred and thirteen (313), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Henri de Mascouche, in the district of Joliette.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's office, Joliette, 31st May, 1909. 2456
[First published, 5th June, 1909].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } REVEREND RENÉ LABELLE, prêtre, de Saint-Sulpice, et CHARLES BRUCHESI, avocat, tous deux de la cité et du district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Messire Joseph Désiré Chevrier, en son vivant prêtre de la compagnie de Saint-Sulpice, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de A. AUDET, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

2° Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf, (289), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le numéro neuf cent trois (903-289) ; borné en front par l'avenue Laval, et portant le numéro civique trois cent cinquante-trois (353), de la dite avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 22 juin 1909. 2783
[Première publication, 26 juin 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES H. POTTER-TON, bourgeois, du village du Bassin de Chambly, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de Mlle EVELINA COURTEMANCHE, fille majeure et usant de ses droits, du village du canton de Chambly dit Chambly canton, dit district, Défenderesse.

Un terrain situé dans le village du canton de Chambly, comté de Chambly, district de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par le chemin du Roi, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village du canton de Chambly, sous le numéro cinquante et un (51), circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Chambly, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 23 juin 1909. 2835
[Première publication, 26 juin 1909].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } REVEREND RENÉ LABELLE, priest, of Saint Sulpice, and CHARLES BRUCHESI, advocate, both of the city and district of Montreal, acting in their capacity of testamentary executors of the late Messire Joseph Désiré Chevrier, in his lifetime priest of the order of Saint Sulpice, of the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of A. AUDET, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot being and situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and eighty nine (289), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference for Saint Louis ward, under the number nine hundred and three (903-289) ; bounded in front by Laval avenue, and bearing the civic number three hundred and fifty three (353), of the said avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 22nd June, 1909. 2784
[First published, 26th June, 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES H. POTTERTON, gentleman, of the village of Chambly Basin, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of Miss EVELINA COURTEMANCHE, spinster of the full age of majority, of the village of Chambly township said Chambly township, said district, Defendant.

A lot situate in the village of Chambly township, county of Chambly, district of Montreal—with buildings thereon erected ; bounded in front by the King's highway, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Chambly township, under the number fifty one (51)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Chambly, the TWENTY NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 23rd June, 1909. 2836
[First published, 26th June, 1909].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **AUL GUMLIICH**, des
No 2244. } cité et district de Montréal, marchand, Demandeur ; contre les terres et tenements de **PETER MARTIN**, marchand de fruits, **STANISLAS JASMIN**, hôtelier, tous deux de la ville de Saint-Louis, dit district, **RODOLPHE CERAT**, hôte ier, et **LUDGER TRUDEL**, hôtelier, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, Rodolphe Cérat et Ludger Trudel, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lots numéros 775, 776, 796 et 797, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal ; le dit lot de terre faisant front sur le chemin à barrière, communément appelé chemin à arrière Saint-Laurent, et contenant 100 pieds de largeur sur 220 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins — avec les bâtisses sus-érigées, et avec le droit de passage dans les deux ruelles ou rues projetées, connues et désignées sous les numéros 817 et 874, des dits plan et livre de renvoi officiels, et avec les droits y appartenant, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 2 mai 1909. **P. M. DURAND**, Député Shérif. 2487.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **WILLIAM GEORGE MUL-**
No 1838. } **LIGAN**, commerçant, de la ville d'Aylmer, dit district d'Ottawa, Demandeur ; contre **WILLIAM JOHN MCGEE**, du canton de Eardley, dit district, Défendeur, à savoir :

Tout ce mo ceau ou cette étendue de terre, situé dans le canton de Eardley, dans le district d'Ottawa, et connu conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, comme lot numéro vingt-cinq A (25 A), dans le douzième rang—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, 22 juin 1909. **C. M. WRIGHT**, Shérif. 2779
[Première publication, 26 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PAUL GUMLIICH**, of the
No. 2244. } city and district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PETER MARTIN**, fruit dealer, **STANISLAS JASMIN**, hotelkeeper, both of the town of Saint Louis, said district, **RODOLPHE CERAT**, hotelkeeper, and **LUDGER TRUDEL**, hotelkeeper, both of the city and district of Montreal, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendants, Rodolphe Cérat and Ludger Trudel, the following immoveable, to wit :

A block of land situate in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, and known and designated as lots numbers 775, 776, 796 and 797, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal ; said block of land fronting on the turnpike road, commonly called Saint Laurent turnpike road, and containing 100 feet in width by 220 feet in depth, english measure, more or less— with the buildings thereon erected, and with the right of way or passage in the two lanes or projected streets, known and designated under numbers 817 and 874, on said official plan and book of reference, and with the rights, members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, 2nd May, 1909. **P. M. DURAND**, Deputy Sheriff. 2488
[First published, 5th May, 1909.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **WILLIAM GEORGE MUL-**
No. 1838. } **LIGAN**, trader, of the town of Aylmer, said district of Ottawa, Plaintiff ; against **WILLIAM JOHN MCGEE**, of the township of Eardley, said district, Defendant, to wit :

All that piece, parcel or tract of land, situate in the township of Eardley, in the district of Ottawa, and known according to the official plan and book of reference for said township, as lot number twenty five A (25A), in the twelfth range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, Hull, 22nd June, 1909. **C. M. WRIGHT**, Sheriff. 2780
[First published, 26th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ATTENDU que dans une
No 1245. } cause où THE LONDON
ASSURANCE CORPORATION, corps politique et
dûment incorporé suivant la loi, ayant son principal
bureau pour le Canada, dans la cité de Montréal,
était Demanderesse ; et FRANÇOIS XAVIER
GOSSELIN, de la cité de Québec, notaire, et autres
étaient Défendeurs ; la dite Demanderesse contre
JACQUES AURELE GRENIER et CHARLES
VEILLEUX, les deux autres Défendeurs.

Saisis comme appartenant à Charles Veilleux, de
la ville de Lévis, marchand, l'un des dits défendeurs,
à savoir :

1° Le lot No 309 (trois cent neuf), du cadastre
officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de
Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la
ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 318 (trois cent dix-huit), du cadastre
officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de
Lévis, étant un lot de grève situé au nord de la
ligne du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

3° Le lot No 325 (trois cent vingt-cinq), du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de
la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au
nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et
dépendances ;

4° Le lot No 326 (trois cent vingt-six), du cadastre
officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de
Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-
Laurent—circonstances et dépendances ;

5° Le lot No 381 (trois cent quatre-vingt-un), du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de
la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur la
rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

6° Le lot No 382 (trois cent quatre-vingt-deux),
du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent,
de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur
la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

7° Le lot No 383 (trois cent quatre-vingt-trois),
du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent,
de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé sur
la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

8° Le lot No 365 (trois cent soixante et cinq) du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de
la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au
nord de la ligne du chemin de fer—circonstances et
dépendances ;

9° Le lot No 366 (trois cent soixante et six), du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de
la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord
du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

10° Le lot No 395 (trois cent quatre-vingt quinze),
du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent,
de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au
nord du chemin public—circonstances et dépendances ;

11° Le lot No 396 (trois cent quatre-vingt-seize),
du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent,
de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au
nord du chemin de fer—avec quais, circonstances
et dépendances ;

12° Le lot No 412 (quatre cent douze), du cadastre
officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la
ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord
du chemin de fer—circonstances et dépendances ;

13° Le lot No 416 (quatre cent seize), du cadastre
officiel pour le quartier Saint-Laurent de la ville
de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-
Laurent—circonstances et dépendances ;

14° Le lot No 437 (quatre cent trente-sept), du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de
la ville de Lévis, étant un lot de terre situé au sud
du chemin public—circonstances et dépendances ;

15° La moitié nord-est du lot No 437a (quatre

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } WHEREAS that in a cause in
No. 1245. } which THE LONDON AS-
SURANCE CORPORATION, a body politic and
duly incorporated according to law, having its chief
office for Canada, in the city of Montreal, was
Plaintiff ; and FRANÇOIS XAVIER GOSSELIN,
of the city of Quebec, notary, and others, were
Defendants ; the said plaintiff against JACQUES
AURELE GRENIER and CHARLES VEIL-
LEUX, the two other Defendants.

Seized as belonging to Charles Veilleux, of the
town of Lévis, merchant, one of the said defend-
ants, to wit :

1. Lot No. 309 (three hundred and nine), of the
official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a beach lot situate on the
north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

2. Lot No 318 (three hundred and eighteen), of
the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a beach lot situate on the
north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

3. Lot No. 325 (three hundred and twenty five),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a beach lot situate on
the north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

4. Lot No. 326 (three hundred and twenty six),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a lot situate on Saint
Lawrence street—circumstances and dependencies ;

5. Lot No. 381 (three hundred and eighty one),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a lot of land situate on
Saint Lawrence street—circumstances and depend-
encies ;

6. Lot No. 382 (three hundred and eighty two),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a lot of land situate on
Saint Lawrence street—circumstances and depend-
encies ;

7. Lot No. 383 (three hundred and eighty three),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a lot of land situate on
Saint Lawrence street—circumstances and depend-
encies ;

8. Lot No. 365 (three hundred and sixty five), of
the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a beach lot situate on the
north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

9. Lot No. 366 (three hundred and sixty six), of
the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a beach lot situate on the
north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

10. Lot No. 395 (three hundred and ninety five),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a beach lot situate on
the north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

11. Lot No. 396 (three hundred and ninety six),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a beach lot situate on
the north of the railway—with wharves, circumstances
and dependencies ;

12. Lot No. 412 (four hundred and twelve), of
the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a beach lot situate on the
north of the railway—circumstances and depend-
encies ;

13. Lot No. 416 (four hundred and sixteen), of
the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the
town of Lévis, being a lot of land situate on Saint
Lawrence street—circumstances and dependencies ;

14. Lot No. 437 (four hundred and thirty seven),
of the official cadastre for Saint Lawrence ward,
of the town of Lévis, being a lot of land situate on
the south of the highway—circumstances and de-
pendencies ;

15. The north-east half of lot No. 437a (four

cent trente-sept a), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre de forme irrégulière; borné en front au nord par le No 437 et le chemin public, au sud par la cime du cap, à l'est par le No 436a, à l'ouest par le chemin public, contenant en superficie 6,900 pieds, mesure anglaise—circonstances et dépendances.

16° La moitié nord est du lot No 423 (quatre cent vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève; borné au sud-est par la borne ouest du droit de passage du chemin de fer, ou le No du cadastre 310, au sud-ouest par l'anse Hadlow et le résidu du lot No 423, en front au nord-ouest par la marque de basse marée, au nord-est par le lot No 413, contenant en superficie 559,062 pieds, mesure anglaise—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, comté de Lévis, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif.

Québec 10 juin 1909

[Première publication, 12 juin 1909].

Shérif.

2599.2

hundred and thirty seven a), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land of irregular outline; bounded in front to the north by No. 437 and the highway, on the south by the *cime du cap*, on the east by No. 436a, on the west by the highway, containing 6900 feet in superficies, english measure—circumstances and dependencies;

16 The north east half of lot No. 423 (four hundred and twenty three), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot; bounded on the south east by the western limit of the railway right of way, or the No. of the cadastre 310, on the south west by Hadlow Cove and the remainder of lot No. 423, in front to the north west by low water mark, on the north east by lot No. 413, containing 559,062 feet in superficies, english measure—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint David de l'Aube-Rivière, county of Lévis, the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office.

Quebec, 10th June, 1909.

[First published, 12th June, 1909.]

Sheriff.

2600

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **ERNEST FREDERIC WUR-**
No 1626. } **TELE**, Demandeur; contre
LOUIS LAMOUREUX, en sa qualité de curateur
aux biens et à la personne de Joseph Hébert, fils
de Félix, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint David, en la première concession Wurtele, étant un quart de chacun des lots numéros sept cent trois et sept cent quatre, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint David; borné d'un bout par la rivière David, de l'autre bout à Amable Thérout, d'un côté à Victor Chamberland ou représentant, et de l'autre côté à Thomas Arel ou représentant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le **VINGT-HUITIEME** jour du mois de **JUILLET** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du Shérif,

Sorel, 23 juin 1909.

[Première publication, 26 juin 1909.]

Shérif.

2819

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **ERNEST FREDERIC WUR-**
No. 1626. } **TELE**, Plaintiff; against
LOUIS LAMOUREUX, in his capacity of curator
to the property and person of Joseph Hébert, son
of Félix, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in the first Wurtele concession, being a quarter of each of the lots numbers seven hundred and three and seven hundred and four, of the official cadastre of the said parish of Saint David; bounded on one end by the river David, on the other end by Amable Thérout, on one side by Victor Chamberland or representative, and on the other side by Thomas Arel or representative.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, the **TWENTY EIGHTH** day of the month of **JULY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,

Sorel, 23rd June, 1909.

[First published, 26th June, 1909.]

Sheriff.

2820

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court Supérieure.—District de Richelieu

Sorel, à savoir : } **DAME ADELINÉ ST. SAU-**
No 4705. } **VEUR**, Demanderesse; contre
DAME DELIA OUELLETTE et **ANDRE**
HARPAGEAU, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs :

Un morceau de terre situé au village de Massueville, sur la rue Montcalm, en la paroisse de Saint-Aimé, étant le numéro trois cent soixante et sept (No 367), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, de cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le **VINGT-HUITIEME**

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **DAME ADELINÉ ST. SAU-**
No. 4705. } **VEUR**, Plaintiff; against
DAME DELIA OUELLETTE and **ANDRE HAR-**
PAGEAU, Defendants.

As belonging to said defendants :

A piece of land situate in the village of Massueville, on Montcalm street, in the parish of Saint Aimé, being lot number three hundred and sixty seven (No. 367), of the official cadastre of the parish of Saint Aimé, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, the **TWENTY EIGHTH** day

ME jour du moins de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 juin 1909. 2817
[Première publication, 26 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } AUGUSTIN S.
No 256. } A HURD ET AL.,
Demandeurs ; contre "THE BELMINA ASBESTOS COMPANY", Défenderesse.

Ces morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Wolfestown, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wolfestown, comme lot numéro vingt-trois B (23 B), dans le premier rang, les lots numéros vingt quatre A (24 A) et vingt-quatre B (24 B), dans le troisième rang, et les lots numéros vingt-trois (23) et vingt-quatre (24), dans le deuxième rang du dit canton de Wolfestown—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; sauf et excepté du coin sud du dit lot numéro vingt-trois (23), un acre de terre ; borné en front par la ligne du rang divisant les rangs un et deux, et au sud par un chemin construit pour mettre la mine en communication avec le chemin du gouvernement, et vendue à William Parsons.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

R. A. BIRON,
Bureau du shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 23 juin 1909. 2823
[Première publication, 26 juin 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

St-François, à savoir : } FREDERICK SCHNAU-
No. 51. } FER, des cité et district de Montréal, apprêteur de fourrures et teinturier, Demandeur ; contre JOHN J. GRIFFITH, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Seth C. Nutter, en son vivant de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, gentilhomme, Défendeur.

Saisi en la possession du dit défendeur, en sa qualité auidite, à savoir :

Cet immeuble situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros cent seize (116), cent dix-sept (117), cent dix-huit (118), cent dix-neuf (119), cent vingt (120), cent vingt et un (121), cent vingt-deux (122), cent vingt-trois (123), cent vingt-quatre (124), cent vingt-cinq (125), cent vingt-six (126), cent vingt-sept (127), cent vingt-huit (128), cent vingt-neuf (129), cent trente (130) et cent trente et un (131), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du quartier est de la dite cité de Sherbrooke. Les dits lots cent seize (116), cent dix-sept (117), cent dix huit (118) et cent dix-neuf (119), étant situés sur l'avenue

of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 23rd June, 1909. 2818
[First published, 26th June, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } AUGUSTIN S. HURD,
No. 256. } A ET AL, Plaintiffs ;
against THE BELMINA ASBESTOS COMPANY, Defendants.

Those certain pieces or lots of land situate in the township of Wolfestown, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Wolfestown, as the lot number twenty three B (23 B), in the first range, the lots numbers twenty four A (24 A), and twenty four B (24 B), in the third range, and the lots numbers twenty three (23) and twenty four (24), in the second range of the said township of Wolfestown—together with the buildings and improvements thereon erected and made ; save and except and reserving from and out of the southerly corner of said lot number twenty three (23), one acre of land ; bounded in front by the range line dividing the ranges one and two, and on the south by a road constructed to connect the mine with the government road, and sold to William Parsons.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at TWO of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Sherbrooke, 23rd June, 1909. 2824
[First published, 26th June, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } FREDERICK SCHNAU-
No. 51. } FER, of the city and district of Montreal, fur dresser and dyer, Plaintiff ; against JOHN J. GRIFFITH, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, in his quality of curator to the vacant estate and succession of the late Seth C. Nutter, in his lifetime of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, gentleman, Defendant.

Seized in the possession of the said defendant, in his quality aforesaid, to wit :

That certain immoveable property situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, composed of the lots of land known and described by the numbers one hundred and sixteen (116), one hundred and seventeen (117), one hundred and eighteen (118), one hundred and nineteen (119), one hundred and twenty (120), one hundred and twenty-one (121), one hundred and twenty-two (122), one hundred and twenty-three (123), one hundred and twenty-four (124), one hundred and twenty-five (125), one hundred and twenty-six (126), one hundred and twenty-seven (127), one hundred and twenty-eight (128), one hundred and twenty-nine (129), one hun-

Bowen—ensemble avec les bâisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu en un seul lot, au bureau du shérif, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avan'-midi.

Bureau du shérif, Sherbrooke, 23 juin 1909.
[Première publication, 26 juin 1909.]

R. A. BIRON,
Député shérif. 2821

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } LOUIS ADOLPHE
No. 68. } L GUERTIN ET
EMILE DE LOTTINVILLE, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, commerçants, et faisant affaires ensemble comme marchands en gros de chaussures et claques, en société, en la dite cité, sous la raison sociale de "The Eastern Townships Shoe Company," Demandeurs; contre THEOPHILE BEAUNOYER, de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dit district, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels de Saint-Théodore d'Acton, comme faisant partie du numéro quatre cent quinze (415), de la contenance de 90 pieds de front sur 90 pieds de profondeur; borné en front par le chemin du dixième rang, d'un côté Ephrem Desmarais, et de l'autre côté Emile Bouchard—avec les bâisses y érigées.

2° Un autre morceau de terrain tenant à celui ci-dessus désigné, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comme partie du dit numéro quatre cent quinze (415), de la contenance d'un arpent, tenant à l'emplacement ci-dessus et à Ephrem Desmarais, et d'un demi arpent, plus ou moins sur la profondeur, comprenant tout le terrain qu'il peut y avoir à aller à un fossé existant et tel que maintenant clos, tenant du côté sud et du côté ouest à Frs Girard, et du côté est à Emile Bouchard.

3° La moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dans le township d'Acton, sur le deuxième rang, de trois arpents et trente pieds de largeur sur vingt-quatre arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front aux chemins du premier et deuxième rang, en profondeur à la ligne de division entre les townships d'Upton et de Grantham, du côté ouest à Honoré Gagnon ou représentants, et du côté est au terrain appartenant à Jos. Lépine; laquelle terre portant le numéro trois cent soixante-sept (367), du plan cadastral de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton—avec les bâisses y érigées.

Pour être vendus, les terrains en premier et second lieu plus haut décrits, en un seul lot, et le dit No 367 séparément, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nazaire d'Acton, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1909), à ONZE heures et DEMIE de l'avan'-midi.

Bureau du shérif, Saint-Hyacinthe, 22 juin 1909.
[Première publication, 26 juin 1909.]

J. L. CORMIER,
Shérif. 2829

dred and thirty (130) and one hundred and thirty one (131), on the official cadastral plan and book of reference of the east ward of said city of Sherbrooke. The said lots one hundred and seventeen (117), one hundred and eighteen (118) and one hundred and nineteen (119), being situate on Bowen avenue—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold *en bloc*, in the sheriff's office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 23rd June, 1909.
[First published, 26th June, 1909.]

R. A. BIRON,
Dputy Sheriff. 2822

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } LOUIS ADOLPHE
No. 68. } L GUERTIN AND
EMILE DE LOTTINVILLE, both of the city and district of Saint Hyacinth, traders and doing business in partnership at Saint Hyacinth, on wholesale boots and shoes, under the name of "The Eastern Townships Shoe Company", Plaintiffs; against the land and tenements of THEOPHILE BEAUNOYER, of the parish of Saint Nazaire d'Acton, said district Defendant.

1. A piece of ground situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint Theodore d'Acton, as being a part of number four hundred and fifteen (415), containing 90 feet in front by 90 feet in depth, and bounded in front by the road of the tenth range, on one side Ephrem Desmarais, and on the other side, Emile Bouchard—with buildings thereon erected.

2. Another piece of ground contiguous to the above described, known and designated on the said official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Theodore d'Acton, as a part of said number four hundred and fifteen (415), containing one arpent, contiguous to the above lot and to Ephrem Desmarais, and a half arpent, more or less in depth, containing all the ground that there may be to a ditch existing and as it is now inclosed, on south side and west side by Frs. Girard, and on the east side by Emile Bouchard.

3 The undivided half of a farm situate in the parish of Saint Nazaire d'Acton, in the township d'Acton, on the second range, containing three arpents and thirty feet in front by twenty four arpents in depth, more or less; bounded in front by the roads of the first and second range, in depth by the line dividing the townships d'Upton and de Grantham, on the west side by Honoré Gagnon or representatives, and on the east side by the lot belonging to Jos. Lépine; the said farm being number three hundred and sixty seven (367), of the official cadastre of the parish of Saint Ephrem d'Upton—with buildings thereon erected.

To be sold the parts of lot number 415 firstly and secondly described, in bloc, and the lot number 367 alone, at the church door of the parish of Saint Nazaire d'Acton, TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JULY next (1909), at ELEVEN o'clock and HALF in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 22nd June, 1909.
[First published, 26th June, 1909.]

J. L. CORMIER,
Sheriff. 2830

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Rouville.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **TANISLAS DUCLOS, Demandeur;**
No 5158. } **SCLOS, Défendeurs;**
vs **ALFRED MESSIER ET AL.**

Comme appartenant au dit Alfred Messier, savoir :

1° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, rang du Cordon, de la contenance de soixante arpents en superficie, plus ou moins, de forme irrégulière, et renfermé dans les bornes suivantes : tenant en front partie au terrain de Louis Fréchette et partie à Léandre Noiseux, en profondeur à Charles Forand, d'un côté à Séraphin Robert, et de l'autre côté à David Catudal—sans bâtisse, étant le lot numéro cinq cent cinquante-quatre (554), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville.

2° La propriété seule, non la jouissance, d'un lopin de terre situé en la même paroisse, rang du Cordon, de trois arpents de front sur neuf arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin du cordon de la seigneurie Rouville, en profondeur, aux rochers de la montagne de Rougemont, joignant d'un côté le terrain de Edmond Chagnon, et de l'autre côté celui de Cyrille Fréchette, sans bâtisse, étant le lot numéro cinq cent cinquante (550), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville.

3° La propriété seule, non la jouissance, d'un autre lopin de terre situé en la même paroisse, rang des Soixante, de deux arpents et un quart de front sur trois arpents de profondeur; tenant en front au cordon de la seigneurie de Rouville, en profondeur à Hypolite Lajeunesse, d'un côté à Ubalde Fortier et de l'autre côté à Charles Blanchette—avec une maison et une grange sus-érigée, étant le lot numéro quatre cent cinquante-trois (453), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, le **TREIZIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 juin 1909. 2523.2
[Première publication, 5 juin 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE BELLE-**
No 370. } **MARE, ET AL,**
Demandeurs; vs **THE REAL ESTATE INVEST-**
MENT COMPANY, corps politique et incorporé,
ayant son bureau d'affaires en la cité et district de
Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant :

Une terre située dans le septième rang du township de Shawinigan, dans la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, du contenu de trois arpents et demi de large sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme les lots numéros trois cent trente et trois cent trente et un (330 et 331), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Boniface de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Rouville.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **TANISLAS DUCLOS,**
No. 5158. } **Plaintiff; vs AL-**
FRED MESSIER ET AL, Défendants.

As belonging to the said defendant, Alfred Messier, to wit :

1. A piece of ground situate in the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, on the range named Cordon, containing in area sixty arpents, more or less, of irregular form, and bounded as follows : in front partly by the lot of L. Fréchette and partly by Léandre Noiseux, in depth by Charles Forand, on one side by Séraphin Robert, and on the other side by David Catudal—without building, being the lot number five hundred and fifty four (554), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Jean Baptiste.

2. The property only, the usufruct being excepted, of a piece of ground situate in the same parish, on the range named "Cordon", containing three arpents in width by nine arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the road of Rouville seignior line, in depth by the rock mountain of Rougemont, adjoining on one side the lot of Edmond Chagnon, and on the other side the lot of Cyril Fréchette, without building, being the lot number five hundred and fifty (550) of the said official plan and book of Saint Jean Baptiste de Rouville.

3. The property only, the usufruct excepted, of a piece of ground situate in the same parish, on the range named "Soixante", containing two arpents and a quarter in front by three arpents in depth; bounded in front by the Rouville Seignior line, in depth to Hypolite Lajeunesse, on one side by Ubalde Fortier and on the other side by C. Blanchet—with a building and a barn thereon erected, being the lot number four hundred and fifty three (453), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville.

To be sold in block, at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, on the **THIRTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif
Saint Hyacinth, 2nd June, 1909. 2524
[First published, 5th June, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **PIERRE BELLEMARE**
No. 370. } **ET AL,** Plaintiff; vs
THE REAL ESTATE INVESTMENT COM-
PANY, a body politic and corporate, having its
business office in the city and district of Montreal,
Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable :

A land situate in the seventh range of the township of Shawinigan, in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, containing three and one half arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated as lots numbers three hundred and thirty and three hundred and thirty one (330 and 331) on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of

Shawinigan—avec bâsisses, circonsances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DLX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 juin 1909. 2815
[Première publication, 26 juin 1909.]

Saint Boniface de Shawinigan—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd June, 1909. 2815
[First published, 26th June, 1909]

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 226.

Damé Ida Mabel Flanders, du canton de Stantead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de George Wellington Alger, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs

Le dit George Wellington Alger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit mari.

COTE, WELLS, WHITE & McFADDEN,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 22 juin 1909. 2837

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of George Wellington Alger, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court,
Plaintiff ;

vs

The said George Wellington Alger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, against her said husband.

COTE, WILLS, WHITE & McFADDEN,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 22nd June, 1909. 2838

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of the law.

Examens du 6 juillet 1909.—Examinations of 6th July, 1909.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
1.	Allard	Adolphe	Plus de—more of 21.	Saint-François du Lac.
2.	Ballon	Isidore	" "	22. Montréal.
3.	Barclay	Gregor	" "	24. Montréal.
4.	Berthiaume	Albert	" "	21. Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil.
5.	Bourgeois	Jos. Ulric	" "	25. Joliette.
6.	Callaghan	F. O.	" "	25. Montreal.
7.	Charland	L. J. H.	" "	26. L'Assomption.
8.	Delage	Léon	" "	24. Montréal.
9.	Denis	Lucien	" "	23. Saint-Norbert, comté de Berthier.
10.	Descarries	Théo. N.	" "	24. Lachine.
11.	DeSerres	Rodolphe	" "	23. Montréal.
12.	Dutaud	Gustave	" "	30. Montréal.
13.	Forget	Joseph	" "	25. Sainte-Thérèse de Blainville.
14.	Mathieu	L. J. Armand	" "	23. Montréal.
15.	Papineau	Talbot, M.	" "	26. Montréal.
16.	Riendeau	Emile	" "	26. Montréal.
17.	Sasseville	Emile	" "	25. Terrebonne.

ARTHUR VALLEE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 19 juin 1909.—Montreal, 19th June, 1909. 2831-2

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montmagny, MM. Joseph Godbout, marchand, François Elie dit Breton, cultivateur, et Xavier Létourneau, secrétaire-trésorier, de Saint-Nérée, comté de Bellechasse. 2813

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re H. P. Young, hôtelier, Insolvable.
Avis est par le présent donné que, le 23e jour de juin 1909, par un ordre de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.
Toutes les réclamations, attestées sous serment, doivent être filées entre mes mains dans un délai de 30 jours de cet avis.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 2827

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Joseph A. Tremblay, marchand, Bic, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 juin 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 juin 1909. 2825

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 187.

D. McManamy & Company, incorporated,
Créanciers-demandeurs ;
vs

William J. Glascott, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, hôtelier,
Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le soussigné, Edwin J. Carpenter, du village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, sténographe officiel, a été, ce jour, dûment nommé curateur des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire entre les mains du soussigné, sous 30 jours, du 19 juin courant 1909.

EDWIN J. CARPENTER,
Curateur.

Bureau de E. J. Carpenter,
Sweetsburg, Qué.
Sweetsburg, 17 juin 1909. 2839

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Ovide Raymond, de la paroisse de Sainte-Rose du Dégagé, menuisier-charpentier et commerçant de bois, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 10e jour de juin 1909, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, to associate to the commission of the peace for the district of Montmagny, Messrs. Joseph Godbout, merchant, François Elie dit Breton, farmer, and Xavier Létourneau, secretary-treasurer, of Saint Nérée, county of Bellechasse. 2814

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re H. P. Young, hotelkeeper, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 23rd day of June, 1909, by order of the superior court, I was appointed curator to the assets of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.
Sworn claims must be filed into my hands within 30 days from this notice.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal, 2828

District of Rimouski.

In the matter of Joseph A. Tremblay, merchant, Bic, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 19th June, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd June, 1909. 2826

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 187.

In the matter of D. McManamy & Company, incorporated,
Creditor plaintiffs ;
vs

William J. Glascott, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, hotel-keeper,
Debtor-insolvent

Notice is hereby given that the undersigned, Edwin J. Carpenter, of the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, official stenographer, has, this day, been duly appointed curator to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against the said insolvent are required to file the same, duly sworn to, with the undersigned, within 30 days, from the 19th day of June instant, 1909.

EDWIN J. CARPENTER,
Curator.

Office of E. J. Carpenter,
Sweetsburg, Que.
Sweetsburg, 17th June, 1909. 2840

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
In the matter of Ovide Raymond, of the parish of Sainte Rose du Dégagé, joiner, carpenter and lumberer, Insolvent.

Notice is hereby given that, the 10th day of June, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

L. J. DUGAL,
Curateur.
2833

Fraserville, 23 juin 1909.

All persons having claims against the said insolvent are requested to file them, duly attested on oath, within thirty days from this date.

L. J. DUGAL,
Curator.
2834

Fraserville, 23rd June, 1909.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bédard vs Tétrault, 1256 ; Bernard vs Bouvier, 1258 ; Deblois vs Gariépy, 1257 ; Freedman vs Shaer, 1257 ; Flanders vs Alger, 1270 ; Lanes vs Feiczewicz, 1257 ; Lapointe vs Lavoie, 1257 ; Lebel vs Deschênes, 1258 ; MacQueen vs O'Farrell, 1256 ; McGowan vs Prémont, 1258 ; Moses vs Friendlick, 1257 ; Parthenais vs Laviolette, 1257 ; Pilon vs Guenette, 1256 ; Vaillancourt vs Aumais, 1257.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1239.

ASSURANCES :—Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Félicien, 1258 ; Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Robert, 1254 ; Cie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu, 1245.

AVIS :—Examineurs des mes-reurs de bois de la province de Québec, 1250.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1251 ; Conseil législatif, 1250.

EXAMENS :—Arthabaska, 1256 ; Bedford, 1256 ; Montréal, 1255 ; Montréal, 1270 ; Québec, 1254 ; Saint-François, 1254 ; Trois-Rivières, 1219.

FAILLIS :—Gélinas, 1259 ; Glascott, 1271 ; Raymond, 1271 ; Shedrick Rigby Coy, 1258 ; Silberhertz, 1259 ; Tremblay, 1271 ; Young, 1271.

LETTRES PATENTES :—Acton Biscuit Coy, 1248 ; Jones Bros of Montreal, 1248 ; Richelieu Ice Coy, 1247 ; Saint Lawrence Knitting Coy, 1246 ; Terra Nova Mines, 1246 ; The Memphramagog Navigation Coy, 1249.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Partie sud, paroisse de Saint-Bernard, 1243 ; Village de L'Annonciation, comté de Labelle, 1250.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Annexées ou érigées : Sainte-Ephémie, 1244 ; Saint-Jean Berchmans, 1244 ; Divers lots de Saint-Evariste de Forsyth à Saint-Martin, 1243.

NOMINATIONS :—Commissaires d'écoles :—Saint-Faustin, 1239 ; Cité de Québec 1239.

Conseil en Loi du Roi :—Sainte-Scholastique, 1240.

Coroner conjoint :—District d'Ottawa, 1240

Juges de paix :—Montmagny, 1271.

Membre de commission scolaire :—Cité de Québec, 1240.

Syndic d'écoles :—Municipalité de Leeds, 1240.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—A. J. Ph. Lamarche, 1243 ; J. Art. Mireault, 1245.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bédard vs Tétrault, 1256 ; Bernard vs Bouvier, 1258 ; Deblois vs Gariépy, 1257 ; Freedman vs Shaer, 1257 ; Flanders vs Alger, 1270 ; Lanes vs Feiczewicz, 1257 ; Lapointe vs Lavoie, 1257 ; Lebel vs Deschênes, 1258 ; MacQueen vs O'Farrell, 1256 ; McGowan vs Prémont, 1258 ; Moses vs Friendlick, 1257 ; Parthenais vs Laviolette, 1257 ; Pilon vs Guenette, 1256 ; Vaillancourt vs Aumais, 1257.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 1239.

INSURANCES :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Félicien, 1258 ; Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Robert, 1254 ; Mutual Fire Assurance Coy of Canada, against fire, 1245.

NOTICE :—Examiners of cullers of the province of Quebec, 1250.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1251 ; Legislative Council, 1250.

EXAMINATION :—Arthabaska, 1256 ; Bedford, 1259 ; Montreal, 1255 ; Montreal, 1270 ; Quebec, 1254 ; Saint Francis, 1254 ; Three Rivers, 1219.

INSOLVENTS :—Gélinas, 1259 ; Glascott, 1271 ; Raymond, 1271 ; Shedrick Rigby Coy, 1258 ; Silberhertz, 1259 ; Tremblay, 1271 ; Young, 1271.

LETTERS PATENT :—Acton Biscuit Coy, 1248 ; Jones Bros of Montreal, 1248 ; Richelieu Ice Coy, 1247 ; Saint Lawrence Knitting Coy, 1246 ; Terra Nova Mines, 1246 ; The Memphramagog Navigation Coy, 1249.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—South part, parish of Saint Bernard, 1243 ; Village of L'Annonciation, county of Labelle, 1250.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Annexed or erected : Sainte-Ephémie, 1244 ; Saint-Jean Berchmans, 1244 ; Several lots of Saint Evariste de Forsyth to Saint Martin, 1243.

APPOINTMENTS :—School commissioners :—Saint-Faustin, 1239 ; City of Quebec, 1239.

King's Counsel :—Sainte-Scholastique, 1240.

Joint coroner :—District of Ottawa, 1240.

Justices of the peace :—Montmagny, 1271.

Commissioner of school commission :—City of Quebec, 1240.

School trustee :—Municipality of Leeds, 1240.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—To J. Ph. Lamarche, 1243 ; J. Art. Mireault, 1245.

ORDRES DE COUR :—Hodgson vs McFadden & Hull, 1259.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1240 ; Saint-Benoit Saint-Joseph Labre, 1241 ; Saint-Sylvestre annexé à Saint-Patrice de Beauvillage, 1242.

VENTE PAR LICITATION :—Charette vs Lavoie et al ès-qual, 1260.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Lavallée vs Fontaine, 1261 ; Thérien vs Marcotte, 1260 ; Walsh et al vs Turcotte, 1261.

BEAUCOUC :—Bégin et al vs Sylvain, 1261.

JOLIETTE :—Cormier (Dme) vs Beauchamp, 1262 ; Sévigny vs Beauchamp, 1262.

MONTRÉAL :—Gumlich vs Martin, 1264 ; Labelle (Rév.) ès-qual. et al vs Audet, 1263 ; Potterton vs Delle Courtemanche, 1263.

OTTAWA :—Mulligan vs McGee, 1264.

RICHELIEU :—St. Sauveur (Dme) vs Dme Ouellette et al, 1266 ; Wurtele vs Lamoureux, 1266.

SAINT-FRANÇOIS :—Hurd et al vs The Belmina Asbestos Coy, 1267 ; Schnauffer vs Griffith et al, 1267.

SAINT-HYACINTHE :—Duclos vs Messier et al, 1269 ; The Eastern Townships Shoe Coy vs Beauvoyer, 1268.

TROIS-RIVIÈRES :—Bellemare et al vs The Real Estate Investment Coy, 1269.

ORDERS OF THE COURT :—Hodgson vs McFadden & Hull, 1259.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1240 ; Saint Benoit Jaint Joseph Labre, 1241 ; Saint Sylvestre annexed to Saint Patrice de Beauvillage, 1242.

SALE BY LICITATION :—Charette vs Lavoie et al ès-qual, 1260.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Lavallée vs Fontaine, 1261 ; Thérien vs Marcotte, 1260 ; Walsh et al vs Turcotte, 1261.

BEAUCOUC :—Bégin et al vs Sylvain, 1261.

JOLIETTE :—Cormier (Dme) vs Beauchamp, 1262 ; Sévigny vs Beauchamp, 1262.

MONTRÉAL :—Gumlich vs Martin, 1264 ; Labelle (Rev.) ès-qual et al vs Audet, 1263 ; Potterton vs Delle Courtemanche, 1263.

OTTAWA :—Mulligan vs McGee, 1264.

RICHELIEU :—St. Sauveur (Dme) vs Dme Ouellette et al, 1266 ; Wurtele vs Lamoureux, 1266.

SAINT FRANCOIS :—Hurd et al vs The Belmina Asbestos Coy, 1267 ; Schnauffer vs Griffith et al, 1267.

SAINT HYACINTHE :—Duclos vs Messier et al, 1269 ; The Eastern Townships Shoe Coy vs Beauvoyer, 1268.

THREE RIVERS :—Bellemare et al vs The Real Estate Investment Coy, 1269.

